

Hubert Védérine, Les mondes de François Mitterrand: l'Europe dans la «Lettre aux Français» de François Mitterrand

Légende: Dans son livre, Les mondes de François Mitterrand, Hubert Védérine, alors conseiller diplomatique du président de la République française, décrit quelle a été la place des problématiques européennes dans la Lettre aux Français de François Mitterrand pendant la campagne électorale pour la présidence de la République française de 1988.

Source: VÉDRINE, Hubert. Les mondes de François Mitterrand, À l'Élysée (1981-1995). Paris: Fayard, 1996. 784 p. ISBN 9 782213 596211.

Copyright: (c) Librairie Arthème Fayard, 2007

URL:

http://www.cvce.eu/obj/hubert_vedrine_les_mondes_de_francois_mitterrand_l_europe_dans_la_lettre_aux_francais_de_francois_mitterrand-fr-b62869a4-7dc1-4ca5-922d-747bd03e4894.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand: l'Europe dans la «Lettre aux Français» de François Mitterrand*

Sur les 79 pages de texte de sa « *Lettre aux Français* », le Président en consacre finalement 7 à la primauté institutionnelle du Président en politique extérieure, confirmée par la cohabitation (« Guerre des étoiles », Tchad, armes nucléaires à courte portée, Amérique centrale, Afrique du Sud, Liban, Libye), 8 à l'Europe (« Construire l'Europe »), 2 au désarmement et à la paix, 3 au développement du tiers monde. Le Président énumère les désaccords surgis sur l'Europe durant la cohabitation, les « *redoutes qu'il fallut enlever une à une* ». Mais c'est l'époque de la « *France unie* ». C'est avec satisfaction et sans acrimonie qu'il constate que le Premier ministre s'est finalement rallié, de 1986 à 1988, à tout ce qu'il avait contesté dans l'opposition ; l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, la ratification de l'Acte unique, la maîtrise du budget agricole, la réduction des quotas laitiers l'augmentation des ressources propres, le financement de la recherche communautaire (le ministre RPR Alain Devaquet partageant sur ce chapitre l'avis du Président), le quasi-doublement des fonds structurels, l'adoption du programme Erasmus, l'augmentation des ressources budgétaires à hauteur de 1,3% du produit intérieur de la Communauté. Le Président attribue même à la « *bonne gestion de la cohabitation* » et à une « *volonté devenue commune au service de l'Europe* » l'accord finalement obtenu en février 1988 à Bruxelles sur le « paquet » de mesures indispensables à la bonne marche de la Communauté jusqu'à l'ouverture du Grand Marché.

Le Grand Marché ! C'est en effet la perspective qu'offre le Président aux Français dans sa lettre. Nous sommes en 1988. La décision a été prise trois ans plus tôt et il reste moins de cinq ans avant l'échéance. L'Europe que présente François Mitterrand n'est pas conflictuelle, ni sujette à polémiques. Elle avance. Trop lentement, car « *faire vivre ensemble douze pays que l'Histoire a souvent divisés, parfois cruellement, exige une attention de chaque instant : mais elle avance. Elle est déjà la première puissance commerciale au monde (1)* ». Elle pourrait, « *si elle le voulait, devenir la première puissance scientifique et technologique, la première puissance agricole, et disputer au Japon et aux États-Unis le titre de première puissance industrielle. L'Écu, sa monnaie, pour peu que les Européens s'y décident, constituera avec le dollar et le yen l'un des trois pôles du nouvel ordre monétaire* ». Tout en déclinant ces thèmes, il y ajoute un appel à « *l'unité politique* » : « *Oui, l'Europe se fera par elle-même - ou jamais (2)*. »

Texte frappant, un peu plus d'un an avant les débuts de la réunification allemande, trois ans et demi avant le Conseil de Maastricht. Le Président ne s'adresse qu'à ceux qui trouvent la construction européenne trop lente et leur dit : « *l'Europe, une idée qui va son chemin grâce à mes efforts* ». Il présente le projet de constitution d'une puissance européenne comme l'objectif évident de tous et de toutes. À cette date, les eurosceptiques - qui s'ignorent ou ne s'expriment pas - ne sont pas une préoccupation pour lui.

1. C'est vrai par addition des performances nationales, pas par volonté ni projet de puissance.

2. La traduction exacte de l'appel de Charles Albert, roi de Piémont, aux Italiens, le 23 mars 1948 : « *Italia fara da se* », aurait donné : « *l'Europe se fera d'elle-même* ». Mais le Président a jugé que la formule aurait gommé la dimension volontariste de la démarche.